



SOMMET 2021 SUR LES
SYSTEMES ALIMENTAIRES
CONCERTATIONS



CONCERTATION INDEPENDANTE DES ACTEURS SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES AU NIGER

Thème : « **Relier la sante et les systemes alimentaires durables pour ameliorer la securite nutritionnelle : Indice de la faim dans le monde comme outil d'aide à la décision** ».

26/05/2021



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



I. CONTEXTE

Depuis 2006, Welt Hunger Hilfe (WHH), Concern Worldwide et Acted, partenaires au Développement présents au Niger, ont développé l'**Indice de la Faim dans le Monde** (Global Hunger Index), outil statistique multidimensionnel utilisé pour décrire l'état de la faim dans différents pays du monde. Cet outil est publié chaque année afin de mesurer et de suivre de manière exhaustive la faim au niveau mondial, régional et au niveau des Pays.

La publication de l'Indice de la Faim dans le Monde pour 2020 intervient dans un contexte où l'économie mondiale est affectée par la Pandémie de la COVID-19 accentuant ainsi les inégalités sociales et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations dans tous les Pays en général et davantage dans les pays en développement dont le Niger. Cette présentation intervient également dans un contexte où les pays se sont engagés, par le biais de Concertations multipartites, dans l'optique de trouver des meilleures voies pour des systèmes alimentaires durables et tendre vers l'atteinte des ODD.

Dans ce cadre, WHH, en collaboration avec le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N), chargé de la coordination multisectorielle pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Chef de file de Partenaires intervenant dans le domaine de la Sécurité Alimentaire, l'ONG Gret, coordonnateur des concertations indépendantes (concertations des organisations non-étatiques), ont inscrit l'activité dans le cadre d'une concertation indépendante sur les Systèmes Alimentaire au Niger.

Cette activité, organisée sous le Haut Patronage du Ministre de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophe, s'est tenue **le mercredi 26 mai 2021** dans la salle « Ténéré » de l'hôtel BRAVIA de Niamey sur le thème **« Relier la santé et les systèmes alimentaires durable pour améliorer la sécurité nutritionnelle : indice de la faim dans le monde comme outil d'aide à la décision »**.

Ce thème met en relief l'importance de la multisectorialité, le Nexus Urgence-Développement-Paix et la place des outils comme l'Indice de la Faim dans le Monde (IFM) dans le suivi, l'analyse situationnelle et pour orienter les acteurs dans leurs actions.

Le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAHGC) a été représenté à cette concertation par le Secrétaire Général dudit Ministère, Madame Djibrillou Bintou Mary. Y ont pris part également, les représentants du Département Développement Rural de la Primature, du Ministre du Développement Communautaire et l'Aménagement du Territoire, du Coordinateur des Concertations Indépendantes sur les Systèmes Alimentaires et des cadres des institutions ou organisations invités, dont la FAO, le HC3N, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), des ONGs, les organisations de la société civile, WHH, les réseaux du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) au Niger, l'Institut National de la Statistique et la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN).

II. DÉROULEMENT DE LA CONCERTATION

II.1. OUVERTURE DES TRAVAUX

Après l'accueil et l'installation des participants, une vidéo sur ONG WHH a été présentée pour montrer sa présence dans 36 pays dans la lutte contre la faim et rappeler son installation et

sa mission au Niger depuis 2012. L'ONG WHH intervient dans les domaines suivants : **sécurité alimentaire et nutritionnelle, eau, hygiène et assainissement, promotion des activités de génératrices de revenus, renforcement des capacités des services techniques et organisations locales, promotion à la recherche agronomique et au savoir local**. WHH compte actuellement 3 projets d'urgence et 2 projets de résiliences dans les régions de Diffa et Tillabéry et cible les communautés les plus affectées par des crises humanitaires résultant des chocs sécuritaires, climatiques, sanitaires (...) afin de les rendre plus résilientes et autonomes.

La cérémonie a débuté avec l'allocution du Directeur pays de WHH, Monsieur Francis Djomeda dans laquelle il a souhaité la bienvenue aux participants à l'atelier de concertation des acteurs. La Secrétaire Générale du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophe a prononcé le discours d'ouverture en rappelant que le thème de cette concertation s'inscrivait dans le chapitre 5 du « **développement rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** » du Programme de Renaissance Acte 3 de SEM le Président de la République du Niger.

II.2. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Au cours de la concertation, trois communications se sont succédées :

- La première communication concerne la présentation de la 15^e édition de l'indice de la faim dans le monde ;
- La deuxième communication présente les systèmes alimentaires durables pour améliorer la nutrition et la santé dans les contextes de fragilités ;
- La troisième communication concerne les systèmes d'information pour la nutrition : comment prendre en compte les indicateurs nutrition-sensible pour une meilleure intégration de la nutrition dans les systèmes alimentaires ;

Une discussion d'ensemble a été tenue sur les communications.

II.3. PREMIÈRE COMMUNICATION : PRÉSENTATION DE LA 15^{ÈME} ÉDITION DE L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

Présentée par : Monsieur Francis K. Djomeda, Directeur Pays WHH au Niger

L'indice de la faim dans le monde est un rapport évalué par des pairs et publié chaque année par Welt Hunger Hilfe et Concern Worldwide. Le rapport mesure et suit les tendances à long terme de la faim au niveau mondial, régional et national. En effet, les objectifs de l'indice sont non seulement de sensibiliser à la situation mondiale de la faim et attirer l'attention sur les régions du monde où les niveaux de faim sont les plus élevés et où des efforts supplémentaires sont nécessaires, mais aussi de fournir des incitations à agir et améliorer le classement international. Chaque année, une étude approfondie est consacrée à 2 pays. En 2020, les pays choisis sont le Népal (un pays qui a réalisé des progrès substantiels, mais où des préoccupations demeurent) et la République Démocratique du Congo (déclaré récemment par l'ONU comme touché par la pire crise alimentaire du monde). Le Focus sur le Niger a eu lieu en 2019.

Pour le calcul de l'indice, **quatre (4) indicateurs** sont utilisés à savoir : **1/ le pourcentage de la population sous-alimentée ; 2/ la proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation ; 3/ la proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de**

croissance ; 4/ le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Les pays sont classés sur une **échelle de gravité allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 étant le score pour la gravité la plus importante (faim extrême).**

Les principaux résultats de la 15^{ème} édition de l'indice de la faim sont :

- En 2020, plus de pays que d'habitude (25) ne disposaient pas de données suffisantes pour calculer les scores de l'indice de la faim ;
- 48 pays ont un score compris entre 0 à 10 (niveau bas, moindre faim), 26 pays un score compris entre 10 à 20 (niveau modéré), 40 pays un score compris entre 20 à 35 (niveau grave) et 11 pays un score compris entre 35 à 50 (niveau alarmant). Enfin aucun pays n'a un score compris entre 50 à 100 ;
- Au niveau mondial, la faim a diminué au cours des 20 dernières années. De nombreux pays ont fait des progrès substantiels ;
- Entre 2000 et 2020, le Népal et le Cameroun sont passés d'une situation alarmante à une situation modérée ;
- **Le Niger reste dans la même catégorie de « situation grave » ;**
- Dans de nombreux pays, la tendance positive observée depuis un an s'est inversée et la situation s'est aggravée, notamment au Venezuela, au Lesotho et à Madagascar ;
- **Les perspectives étaient déjà sombres avant la crise sanitaire de la Covid-19. Le nombre de personnes sous-alimentées est à nouveau en augmentation depuis quelques années déjà ;**
- **La situation en Afrique au sud du Sahara et en Asie du Sud est particulièrement préoccupante.**

Au Niger, en raison d'un manque de données, le taux de la sous-alimentation n'a pas pu être calculé. Ainsi, le score indice de la faim du Niger n'a pu être calculé pour l'année 2020. Néanmoins, il reste dans la catégorie des pays en situation « grave ». Les données nationales masquent également d'importantes inégalités au sein des pays. Le taux moyen de retard de croissance est de 48,5 % et les disparités régionales du Niger sont les plus grandes : 18,6 % à Niamey (le taux le plus bas) et 62,9 % à Zinder (le taux le plus élevé).

Bien que l'indice de la faim ne soit pas encore officiellement utilisé comme outil de référence au Niger, les informations partagées au cours de cette présentation ont suscité beaucoup d'intérêt ayant conduit à des échanges très fructueux avec les participants.

↳ **Quelques remarques sur l'indice de la faim**

- Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif « Faim Zéro » d'ici 2030 ;
- La pandémie de la Covid-19 aggrave d'avantage la situation ;
- Nous devons remodeler nos systèmes alimentaires pour qu'ils deviennent équitables, sains et durables.

↳ **Quelles solutions adopter pour faire face aux multiples crises et pour créer un système alimentaire juste et durable**

- La clé est de créer un environnement alimentaire sain et juste avec des revenus justes et adéquats pour les petits exploitants agricoles, les pêcheurs etc. ;

- Les petits exploitants agricoles doivent être soutenus pour aller vers une production agricole plus durable, plus résistante et plus diversifiée ;
- L’approvisionnement durable d'aliments frais, sains et abordables est essentielle pour mettre fin à la malnutrition et améliorer le bien-être ;
- Il est essentiel d'équilibrer les environnements alimentaires sains et équitables avec une rémunération juste et durable ;
- Le commerce mondial des produits agricoles et des denrées alimentaires doit être équitable et respectueux du climat ;
- Il faut faire en sorte que les systèmes alimentaires fonctionnent mieux pour les personnes et la planète ;
- Améliorer la gouvernance des systèmes alimentaires ;
- Développer les investissements sociaux pour la résilience ;
- Rendre les interventions d'urgence et de développement à long terme plus équitables et plus durables ;
- Renforcer la coopération et les réglementations internationales.

II.4. DEUXIÈME COMMUNICATION : LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES POUR AMÉLIORER LA NUTRITION ET LA SANTÉ DANS LES CONTEXTES DE FRAGILITÉS

Présentée par : Dr Gervais Ntandou-Bouzitou, Chargé de politiques, Nutrition et Systèmes Alimentaires, Programme FIRST (FAO-UE) et Assistant Technique Nutrition, HC3N

Le présentateur a débuté en rappelant la définition du système alimentaire : ensemble de la chaîne d’approvisionnement des aliments (de la production à la consommation), des acteurs impliqués et leurs environnements. Ainsi, le bon fonctionnement du Système Alimentaire est essentiel pour assurer la disponibilité et l’accès aux aliments sains et nutritifs, gages d’une bonne nutrition et santé.

Les systèmes alimentaires sont sensibles à la nutrition quand ils permettent de conserver les qualités organoleptiques et la valeur nutritive des aliments tout au long de la chaîne alimentaire (production, transformation, stockage/conservation, transport, commercialisation et consommation) et aussi quand les interventions ou actions le long de la chaîne permettent de façon directe ou indirecte d’améliorer la nutrition ou encore servent de plateforme pour la fourniture des services en faveur de la nutrition. Aussi, les systèmes alimentaires sont de plus en plus fragilisés par divers chocs (climatiques, sécuritaires, sanitaires, démographiques, etc.) auxquels ils sont soumis avec pour corollaire des perturbations importantes dans les chaînes d’approvisionnement des aliments. Ainsi, il importe d’identifier et prioriser les actions à mener pour atténuer les impacts négatifs des chocs divers qui fragilisent les chaînes d’approvisionnement et qui permettent de préserver la disponibilité et l’accès à des aliments sains et nutritifs et de protéger les revenus des producteurs.

Les systèmes alimentaires sont intrinsèquement liés à la santé, l'environnement, la culture, la politique et l'économie. Ainsi, nous avons donc besoin de régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables qui protègent la santé et le bien-être de l'homme et résistent aux chocs.

↳ Contribution de l'Agriculture et des systèmes alimentaires à l'amélioration de la nutrition

Une bonne nutrition résulte d'un accès à une alimentation de qualité et diversifiée, aux pratiques de soins adéquates et un service de santé adéquat et des pratiques d'hygiène et d'assainissement adéquates. L'approche du système alimentaire consiste à sélectionner et prioriser des actions au niveau des politiques et des environnements alimentaires pour atténuer l'impact des chocs et disparités sur les chaînes d'approvisionnements et la fourniture d'aliments diversifiés et de qualité.

En termes de priorités politiques liées aux chaînes d'approvisionnement alimentaire

- Promouvoir les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes et le renforcement des normes de salubrité des aliments ;
- Promouvoir des initiatives qui permettent l'accès à des repas cuisinés gratuits aux pauvres et aux nécessiteux, par exemple les écoliers et les aînés ;
- Accorder la priorité à l'accès et à la disponibilité d'aliments nutritifs dans les zones à faible revenu ;
- Explorer des approches inclusives pour protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les ressources et les moyens de subsistance ;

En matière de priorités liées aux environnements alimentaires

- Maintenir les marchés alimentaires traditionnels ouverts (si possible) tout en garantissant les mesures barrières et de sécurité notamment dans le contexte de Covid-19 ;
- Contrôler en permanence les prix et la dynamique des denrées alimentaires sur le marché afin d'identifier les premières mesures politiques et programmatiques pour garantir l'accès à des aliments locaux, nutritifs et sains ;
- Initier ou étendre des programmes d'assistance sociale pour soutenir les groupes vulnérables à la lumière des fluctuations de prix, des pertes de revenus et des besoins nutritionnels ;

En termes de priorités liées aux consommateurs et à une alimentation saine

- Plaider pour que les comités nationaux de réponse à la Covid19 prennent en considération et atténuent les impacts potentiels des mesures sur la SAN ;
- Encourager la production familiale pour augmenter la production et la consommation d'aliments nutritifs ;
- Encourager la fourniture d'aliments diversifiés et riches en micronutriments aux enfants d'âge scolaire touchés par la fermeture des écoles en situation de Covid-19 ou d'autres urgences sanitaires ;
- Soutenir l'inclusion de messages nutritionnels et d'éducation nutritionnelle culturellement appropriés, par exemple une alimentation saine, des techniques de cuisson saines, des technologies d'économie d'énergie et mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et la réduction du gaspillage alimentaire conformément aux derniers conseils nutritionnels ;

En terme de Création d'environnement favorable à la nutrition

- Placer la nutrition plus haut dans l'agenda des politiques et des investissements ;
- Faciliter une réponse multisectorielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition ;

- Utiliser les données et les informations pour informer la conception et la mise en œuvre des politiques ;
- Appliquer les réglementations et normes alimentaires existantes adaptées au contexte et en édicter au besoin ;
- Utiliser les cadres de dialogue et de coordination de la réponse multisectorielle ;
- Il y a l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » : offre un cadre stratégique holistique et cohérent pour la gouvernance et la coordination multisectorielle de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et le développement agricole durable ;
- Il y a la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) 2017-2025 permet de promouvoir les actions multisectorielles et multi-acteurs en faveur de la nutrition ;

En matière d'investissement agricole

Les programmes et investissements agricoles peuvent contribuer à la nutrition à condition de :

- Inclure des objectifs et des indicateurs de nutrition explicites dès la conception des programmes, et détecter et atténuer les potentiels impacts négatifs ;
- Analyser le contexte local afin de concevoir des activités qui répondent aux différents types de malnutrition ;
- Cibler les personnes vulnérables et améliorer l'équité ;
- Collaborer et coordonner l'action avec d'autres secteurs ;
- Préserver ou améliorer les ressources naturelles ;
- Promouvoir l'autonomisation des femmes ;
- Faciliter l'augmentation et la diversification de la production de cultures riches en nutriments et de l'élevage à petite échelle ;
- Améliorer les techniques de transformation et de stockage ;
- Étendre les marchés et favoriser leur accès aux groupes vulnérables, en particulier pour la commercialisation d'aliments riches en nutriments ;
- Assurer la promotion de la nutrition et une éducation nutritionnelle ;
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour améliorer la nutrition grâce au secteur agro-alimentaire avec des investissements adéquats ;
- Appuyer des stratégies multisectorielles pour la nutrition, mises en place et gérées au sein de structures gouvernementales nationales, régionales et locales.

↳ Conclusions et messages clés

- Une alimentation saine et diversifiée est importante pour prévenir la malnutrition, renforcer le système immunitaire et faire face aux risques sanitaires ;
- Les perturbations des systèmes alimentaires et des moyens d'existence des populations pourraient affecter leur accès à une alimentation saine. Il importe donc de protéger les chaînes d'approvisionnement alimentaires pour assurer l'alimentation adéquate des populations en particulier pour les plus vulnérables ;
- Il faut maintenir l'intégrité des systèmes nationaux de contrôle et de salubrité des aliments pour prévenir l'apparition de maladies d'origine alimentaire pendant et après la pandémie de la Covid19 ;

- Les situations de choc montrent la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement et offrent des opportunités pour construire des systèmes alimentaires durables et résilients ;
- Des réflexions sur les transformations et actions prioritaires pouvant aider à rendre les systèmes alimentaires plus durables, résilients et sensibles à la nutrition sont nécessaires pour garantir la saine alimentation et contribuer à améliorer la nutrition et la santé des populations et la réalisation des cibles des ODD d'ici 2030.

Enfin, un aperçu et des pistes d'action sur les concertations pour le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires ont présentées.

II.5. TROISIÈME COMMUNICATION : LE SYSTÈME D'INFORMATION POUR LA NUTRITION : COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES INDICATEURS NUTRITION-SENSIBLE POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION DE LA NUTRITION DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Présenter par : Monsieur Yatta Almoustapha, Analyste de la PNIN

La PNIN est une initiative de la Commission Européenne que l'on retrouve dans 10 pays pilotes. Les bénéficiaires sont l'ensemble des acteurs politiques et décisionnels et plus spécifiquement les acteurs clés du gouvernement au niveau central et décentralisé et tout acteurs et partenaires qui œuvrent dans la lutte contre la malnutrition, mais également les chercheurs et les universitaires. L'unité PNIN est hébergée à l'Institut National de la Statistique (INS) et le leadership est assurée par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N).

Du point de vue conceptuel, la PNIN s'articule autour de 3 cycles itératifs : 1/ Le cycle de production de l'information coordonné par l'Institut National de la Statistique en synergie avec les Directions de la Statistique (DS) et les Directions des Études et de la Programmation (DEP) de 6 Ministères Clés (Agriculture et Élevage, Santé, Éducation, Hydraulique/Assainissement et Environnement) ; 2/ Le cycle de formulation des besoins d'informations coordonné par le HC3N, responsable de l'organisation des foras de concertation, afin de formuler les besoins d'informations et diffuser les résultats et leur utilisation à des fins décisionnelles ; 3/ Le cycle de diffusion et de valorisation l'information qui permet d'alimenter le débat public et de formuler des plans d'analyses pour les décideurs, les parties prenantes ou les partenaires. Afin, la Cellule de coordination internationale (GSF, C4N) assure la cohérence et de la complémentarité de l'approche vis-à-vis des autres initiatives nationales et internationales et les échanges entre les pays bénéficiaires.

Les objectifs de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Niger (PNIN) sont non seulement de faciliter la compréhension des problèmes de malnutrition au Niger et de répondre aux besoins d'informations utiles aux acteurs et partenaires de la nutrition. La PNIN établie un Plan Cadre d'Analyses (PCA) tous les 2 ans afin de prioriser les analyses, répondre aux besoins d'informations et valoriser les informations existantes pour une meilleure prise de décision.

→ Identification des indicateurs sensibles à la nutrition

Dans le cadre des besoins d'informations et de la mise en œuvre des analyses pour y répondre, prend en compte des indicateurs nutrition-sensible pour une meilleure intégration de la nutrition dans les systèmes alimentaires. La PNIN a effectué des analyses sur les tendances de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et de ses déterminants sous-jacents au niveau national et régional au Niger. Pour rappel, il existe beaucoup de facteurs ou déterminants sous-jacents de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans. Plusieurs

d'entre eux représentent des vulnérabilités majeures lorsque les indicateurs qui les reflètent présentent des faibles couvertures. Il s'agit plus spécifiquement de : 1/ La protection Sociale ; 2/ L'éducation ; 3/ La responsabilisation des femmes ; 4/ L'agriculture et les systèmes alimentaires ; 5/ La santé ; 6/ L'Eau, Hydraulique et l'assainissement. Ainsi, le système alimentaire couvre plusieurs domaines incluant la production agricole et alimentaire, la transformation des aliments, le pouvoir d'achat et la demande des consommateurs et la distribution, commerce et marchés.

Le système alimentaire du Niger se caractérise par une urbanisation modérée à faible, une faible productivité agricole, une plus grande dépendance des aliments de base (céréales, tubercules et racines). Les ménages dépensent également une part plus importante de leur budget dans leur alimentation et consomment nettement moins de protéines animales dans un contexte de forte volatilité des prix alimentaires. La part des **céréales dans l'apport énergétique total a baissé** de 74,2 % en 1992 à 60,8 % en 2014 révélant **une prédominance des céréales** dans le régime alimentaire. Cette évolution est accompagnée par une croissance régulière de l'apport de l'énergie provenant **des légumineuses** qui a **doublé** entre 1992 et 2014. Enfin, il existe une faible et presque stagnante contribution à l'apport énergétique des **produits animaux** (œufs, lait, viandes et poissons) et des **fruits et légumes** traduisant ainsi la consommation faible de ces produits. **Il y a donc une faible consommation de poisson, de viande et de produits d'origine animale ainsi qu'une faible consommation de fruits et légumes.** Au Niger, il existe un lien entre la disponibilité des aliments hors produits de base de la typologie et les protéines animales. Comme le prédit la typologie, les pays moins dépendants des aliments de base disposent de quantités proportionnellement bien plus élevées de protéines animales par habitant par rapport au total des protéines.

Les facteurs sous-jacents sont importants pour toutes les formes de malnutrition. Ceux définis comme des vulnérabilités de la malnutrition chronique comprennent les calories provenant de l'approvisionnement alimentaire, le pourcentage de calories provenant d'aliments autres que les aliments de base, l'accès à des sources d'eau améliorées et à des services d'assainissement, les taux de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire, l'espérance de vie des femmes par rapport aux hommes. À travers **ces 6 indicateurs se cachent des processus sous-jacents tels que l'agriculture et le développement des systèmes alimentaires, les soins de santé, y compris les soins d'alimentation, l'éducation, la protection sociale, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.** La base de données la plus complète concerne la corrélation entre certains facteurs sous-jacents et les taux de retard de croissance. Les seuils pour les 6 facteurs sous-jacents définis correspondant à une prédiction de la prévalence de la malnutrition chronique inférieure à 15 % au niveau global (Rapport Mondial sur la Nutrition Mondiale, 2016). Si les pays affichent un niveau de déterminant sous-jacent inférieur au seuil de chaque indicateur, ils sont plus susceptibles d'être vulnérables à la malnutrition chronique ou au retard de croissance. L'approche avec ces seuils constituent un point de départ retenu au niveau national pour identifier les déterminants de la malnutrition chronique au Niger dans le cadre de la mise en œuvre du plan cadre d'analyses de la PNIN. Ces indicateurs de base font partie d'une liste plus large d'indicateurs retenus. Sur cette base, les analyses permettent de réfléchir aux objectifs des facteurs sous-jacents de réduction du retard de croissance et aux vulnérabilités qui y sont liées et montrer toute l'importance des indicateurs sensibles à la nutrition dans la compréhension de l'état nutritionnel et de la sécurité alimentaire.

Les seuils définis seront différents pour d'autres formes de malnutrition telles que le surpoids chez les moins de cinq ans. Pour les pays où le retard de croissance, le surpoids et l'obésité se chevauchent, le seuil de disponibilité en calories doit être interprété avec prudence. Ce qui

n'est pas le cas au Niger. Les 6 indicateurs retenus au niveau global avec des seuils spécifiques à chacun d'eux représentent des vulnérabilités qui coexistent ou qui se chevauchent dans les mêmes populations au Niger et qui pourrait expliquer en partie le manque de progrès dans la lutte contre la malnutrition.

Les actions à entreprendre pour les rendre plus sensibles à la nutrition sont :

- Des actions pour accélérer le progrès et la couverture des facteurs eux-mêmes et des processus sous-jacents;
- Des actions qui aident ces facteurs à avoir un impact plus important sur la nutrition;
- Des actions qui exploitent les opportunités que ces moteurs fournissent comme plateforme pour des initiatives plus immédiates d'amélioration de la nutrition (GNR, 2016).

Les écarts entre les seuils spécifiques à chaque indicateur sur les dernières valeurs disponibles pour chaque indicateur montrent des gaps importants en particulier dans le domaine de l'autonomisation des femmes avec un écart de 68 % pour l'indicateur retenu et dans le domaine de l'accès aux services d'assainissement avec un écart de 63 %.

Pour inverser la tendance de la malnutrition au niveau national, il importe d'effectuer des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition dans tous les secteurs couverts par la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle, mais ces indicateurs montrent que les efforts à réaliser ne sont pas les mêmes d'un secteur à l'autre. L'exemple présenté par la PNIN permet de montrer l'intérêt de prendre en compte les indicateurs sensibles à la nutrition en particulier du fait de la multisectorialité de la nutrition. Aussi, les indicateurs composites ont certaines limites que l'on peut retrouver pour d'autres indicateurs généralement utilisées. Il peut s'agir d'indicateur qui évoluent lentement rendant difficile l'évaluation d'impact, il peut s'agir d'indicateurs qui ne sont produits que à travers les enquêtes financées par les Partenaires.

↳ **Identification des indicateurs sensibles à la nutrition**

Dans le cadre de ses activités, la PNIN a identifié les indicateurs en lien avec la nutrition dans les Secteurs Clés et identifier les indicateurs « spécifique » et sensible » à la nutrition. La sélection des indicateurs puis la collecte s'effectue sur la base de critères de qualité afin de voir si ces indicateurs pourraient être utiles dans le cadre du suivi évaluation des stratégies et programmes Sectoriels sur la nutrition mais également dans le cadre du suivi/évaluation de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN). En effet, ces indicateurs doivent :

- 1/ Profiter des systèmes d'informations Sectoriels ;
- 2/ Participer au renforcement des capacités des Secteurs ;
- 3/ Promouvoir la transparence et la redevabilité (impact, suivi et évaluation) ;
- 4/ Répondre à des critères de qualité.

Ainsi, la PNIN a défini pour chaque indicateur 23 champs permettant de décrire les caractéristiques de chaque indicateur. Un champ peut être la définition de l'indicateur, son mode de calcul, le Service producteur, la périodicité de rapportage ou le niveau de désagrégation. Parmi ces 23 caractéristiques, 5 champs portent sont des critères de qualité. La PNIN définit la qualité d'un indicateur comme « l'ensemble des fonctionnalités et caractéristiques d'un produit ou service qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins, exprimés ou implicites ». Les critères de qualité retenus sont :

- La pertinence et complétude ;
- L'accessibilité et clarté ;
- L'actualité et ponctualité ;

- La comparabilité Internationale ;
- La cohérence

À ce jour, la PNIN avec les différents secteurs ont permis de consolider la base des indicateurs et d'aboutir à une liste provisoire de 585 indicateurs. Cependant, lorsque l'on prend en compte les critères de qualité, le nombre d'indicateurs passe à 150 indicateurs. En effet, la plupart des indicateurs ne répondent que rarement au critère de ponctualité et d'actualité. Ces critères sont souvent exigeants pour certains secteurs comme l'Agriculture, l'Élevage, l'Environnement dont la production de l'information dépend fortement de la disponibilité de financement. Aussi, La PNIN a produit à travers l'assistance technique des grilles d'évaluations de l'Intégration de la nutrition dans les documents stratégiques pour le MAGEL et le MSP.

↳ Identification des indicateurs sensibles à la nutrition

Enfin, la PNIN a présenté le Portail Web de la PNIN (<https://pnin-niger.org/web/>) qui tend à s'inscrire comme un Système d'information multisectoriel sur la nutrition. Le Portail présente différents outils correspondants à différents types d'informations : communiqués de presse sur les activités de la PNIN, ressources documentaires et publications de la PNIN, bases de données, bases de micro données ; outils de formation et de renforcement des capacités. Enfin l'outil Nutrition Info présente les indicateurs sectoriels qui sont en cours de collecte et chargement. Le Portail web de la PNIN est également un espace d'échanges, de partage d'information placé au carrefour des secteurs contributifs de la PNIN. Le portail Web est devenu l'une des principales sources et moyens d'accès à l'information sur la nutrition au Niger partout où l'on se trouve dans le monde.

III. DISCUSSION SUR LES COMMUNICATION

Ainsi, après une séance musicale, des discussions importantes sur les différentes communications ont permis de faire ressortir quelques points d'attentions et des recommandations.

↳ Les points d'attention

- **La Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) 2017-2025 n'est pas suffisamment vulgarisée.** Cette politique dispose d'un plan d'action multisectoriel budgétisé, mais qui est peu connu des acteurs, ce qui se traduit par une faible mise en œuvre des interventions planifiées et un faible alignement des partenaires aux priorités gouvernementales ;
- **Insuffisance de partage d'informations sur la nutrition** et méconnaissance de certaines instances de gouvernance de la PNSN. Les instances de dialogue et de coordination des acteurs et leurs mécanismes de fonctionnement existent. Cependant, ces instances ne sont pas connues par plusieurs acteurs. Or l'information sur la nutrition est partagée à travers ces instances et d'autres plateformes de dialogue. Il est donc important de faire connaître davantage ces instances et plateformes aux parties prenantes pour des meilleurs résultats en termes de partage d'information sur la nutrition ;
- **Il existe une faible connaissance de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Niger (PNIN).** Cette plateforme constitue l'un des principaux systèmes d'information pour le suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN). L'absence de passerelles directes avec d'autres systèmes d'informations, en particulier les systèmes d'informations dans les secteurs clés de la

PNSN (Santé, Agriculture, Elevage, pêche/aquaculture Environnement/foresterie, Education, WASH, protection sociale, communication). Les participants ont fortement suggéré de parler de la PNIN aux différentes rencontres sur la nutrition ;

- **La fiabilité des données et la qualité des indicateurs sont des défis importants pour le Niger.** Le nombre d'indicateurs est élevé dans chaque secteur clé, mais la plupart de ces indicateurs ne sont pas d'une qualité fiable et ne sont pas SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel). La PNIN travaille avec les institutions publiques de la nutrition pour améliorer certains indicateurs ; la qualité des données disponibles, l'irrégularité de leur collecte et le manque d'harmonisation de plusieurs sources pour le même type des données rendent le travail très difficile.
- Le manque de certaines données (pour 2020) pour le Niger n'a pas permis de générer les valeurs de l'indice de la faim pour 2020. Il importe de trouver des actions pour éviter ce manque de données ;
- **Insuffisance du financement de la statistique.** Les données les plus fiables pour les interventions sensibles à la nutrition sont collectées à travers des enquêtes financées pour la plupart par des partenaires. En dehors du système de santé qui dispose d'un bon système de collecte des données de routine à travers la plateforme DHIS2 (District Health Information Software 2 (DHIS2)), le secteur public alloue très peu ou pas de financement pour la collecte des données de routine sur les indicateurs sectoriels. Les participants ont donc recommandé un plaidoyer pour une plus grande allocation de ressources aux départements des statistiques des Ministères et institutions publiques. De même, pour les projets sous-tutelle des ministères, il est à prévoir un financement pour les aspects de collecte d'information et de suivi des indicateurs ;
- **Les discussions ont aussi porté sur l'accompagnement des femmes productrices et transformatrices des produits locaux** destinés à la consommation directe et à la commercialisation. En plus des appui-conseils et des financements, les participants ont souligné l'éducation/la scolarisation comme un facteur clé à prendre en compte pour parvenir à des meilleurs résultats sur l'autonomisation des femmes. Il a été partagé l'expérience selon laquelle plusieurs difficultés de gestion et de comptabilité apparaissent chez les femmes à mesure que leurs activités économiques, unité de productions, PME croissent. Un plus grand niveau de scolarisation permet de mieux atténuer ces difficultés et leurs impacts négatifs.

↳ LES RECOMMANDATIONS

Des points de discussion susmentionnés, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- Vulgariser davantage la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) et son plan d'action multisectoriel au niveau national et au niveau déconcentré ;
- Faire connaître à tous les acteurs de la nutrition la Plateforme Nationale d'Information sur la Nutrition (PNIN), ses objectifs avantages et produits ;
- Etablir une passerelle directe entre la PNIN (principal système d'information de la PNSN) et les systèmes d'informations des ministères et institutions publiques de mise en œuvre de la PNSN ;
- Mener un plaidoyer pour une meilleure allocation des ressources publiques pour la production des données statistiques par les ministères, car la prise des décisions et l'élaboration des politiques publiques en dépendent ;

- Mener un dialogue avec les partenaires, en particulier les ONG pour une plus grande implication dans la collecte et l'harmonisation des données statistiques et leur financement ;
- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement pour opérationnaliser le fonds de développement de statistique ;
- Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques des cadres des directions des statistiques des ministères et institutions publiques pour l'actualisation et l'harmonisation régulières des données statistiques.

Clôture de l'évènement

Le directeur pays de WHH a pris la parole pour remercier l'ensemble des participants pour la qualité des discussions et pour avoir répondu présents malgré les multiples occupations. Il a réaffirmé l'engagement de l'ONG WHH à poursuivre les actions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience des communautés locales, en particulier dans les zones fragiles du Niger, notamment Tillabéry et Diffa. Il a saisi cette occasion pour exprimer toute sa reconnaissance au HC3N pour tout le support organisationnel et technique apporté pour la préparation et l'organisation de l'évènement et a particulièrement remercié Dr Aboubacar Mahamadou, Coordinateur de la Cellule Nutrition/HC3N et Dr Gervais Ntandou-Bouzitou, Assistant Technique Nutrition pour leurs investissements multiformes dans le cadre de cette activité.

Rapporteur :

Zakari Abdoul Wahabou

Cellule Nutrition/HC3N